

CHANTAGE FINANCIER

Washington prépare un ultimatum contre l'ONU



L'administration Bush multiplie les manœuvres pour dissoudre le droit international et réduire l'ONU au rang de simple administration humanitaire. Préparant la prochaine bataille de cette guerre diplomatique, la Chambre des représentants s'appête à adopter une proposition de loi enjoignant l'ONU de se plier à 38 réformes structurelles sous peine de saboter son budget.

page 2

La presse, outil de l'impérialisme

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Après la révélation de l'identité de « Gorge profonde », la presse s'enorgueillit d'être le « 4^{ième} pouvoir » mais relaye les mensonges d'État de l'administration Bush. Comme pour confirmer ce point de vue, Madeleine Albright et Vin Weber préconisent de développer des médias arabes « indépendants » qui devront redorer le blason états-unien et vendre la politique de « démocratisation ».

page 7

REPÈRE : 12 JUIN 1964

Nelson Mandela, condamné à perpétuité

Vingt-huit années. Un quart de siècle. C'est le temps qu'a passé en prison Nelson Mandela, symbole de l'unité et de la résistance africaine. Leader charismatique du Congrès national africain (ANC) depuis 1944, le tout jeune président des jeunes du Congrès milite pour la défense des droits des noirs en Afrique du Sud, avant que le parti ne lutte contre l'instauration de l'apartheid par le Parti national en 1948.

Après le massacre de Sharpeville en 1960, l'ANC est interdite. Elle abandonne la lutte clandestine et non-violente de ses origines et se mue en organisation militaire pour la libération. Vilipendé pour ses activités politiques, il sera incarcéré en 1962, puis condamné à la prison à perpétuité le 12 juin 1964, alors que l'ANC et le Congrès Panafricain poursuivent leur lutte contre le régime raciste. Présenté comme un dangereux criminel, il refusera toute forme de liberté conditionnelle et gardera ses convictions intactes durant toute sa longue détention.

Libéré en 1991, il participera à la réhabilitation de la démocratie, en mettant fin à l'apartheid et en accordant le droit de vote au noir. Il deviendra le premier président noir sud-africain et l'un des principaux interlocuteurs africains dans le monde. ■



DICK CHENEY ROMPT LES NÉGOCIATIONS AVEC LA CORÉE DU NORD

Dick Cheney a violemment fustigé la Corée du Nord, lors d'un entretien accordé à l'émission « Larry King Live » de CNN, qualifiant le président Kim Jon-Il d'irresponsable, d'esclavagiste et de belliciste. Des propos particulièrement inquiétants lorsque l'on sait qu'à l'issue d'un conflit de 2 millions de morts, les États-Unis n'ont signé en 1953 qu'un simple armistice et se considèrent comme toujours en guerre.

En juin 2004 déjà, les négociations avaient été mises à mal par les invectives peu diplomatiques de l'administration Bush, ce qui avait conduit Pyongyang, déjà victime d'un embargo, à se réarmer massivement pour se protéger. La Corée du Nord est désormais prête à un conflit nucléaire.

Non content de qualifier Kim Jon-Il de « plus grand des tortionnaires », Dick Cheney a tenu également à s'exprimer sur le sort des prisonniers de Guantanamo. « Les prisonniers sont traités de façon humaine et décente. Quand Amnesty International suggère que les États-Unis violent les droits de l'homme, je ne peux les prendre au sérieux », s'est-il offensé. ■

Chantage financier

Washington prépare un ultimatum contre l'ONU

L'administration Bush multiplie les manœuvres pour dissoudre le droit international et réduire l'ONU au rang de simple administration humanitaire. Préparant la prochaine bataille de cette guerre diplomatique, la Chambre des représentants s'apprête à adopter une proposition de loi enjoignant l'ONU de se plier à 38 réformes structurelles sous peine de saboter son budget.



Henry J. Hyde, président de la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants

L'administration Bush n'a cessé de le faire dire par les journalistes néo-conservateurs : elle ne comprend pas pourquoi elle devrait se plier au droit international, c'est-à-dire à des règles fixées collégialement, alors qu'elle peut décider de tout toute seule. Vu des États-Unis, le monde est unipolaire et son centre est à Washington. La loi du plus fort n'est pas une mauvaise chose lorsque l'on est le plus fort et que l'on se croit béni de Dieu.

Après avoir placé sous écoutes le secrétaire général des Nations-Unies [1], avoir délibérément menti devant le Conseil de sécurité [2], avoir colonisé l'Irak [3], la Maison-Blanche met en œuvre un plan de destruction de l'ONU.

Move America Forward, composée de républicains proches de l'administration Bush, a lancé des campagnes de publicité sur les télévisions états-uniennes pour discréditer les Nations-Unies en les présentant comme des soutiens du terrorisme et des ennemis des États-Unis [4]. L'association a demandé la fermeture du siège de New York et l'expulsion de l'organisation.

Puis le président Bush a nommé John Bolton ambassadeur des États-Unis à l'ONU [5]. Le « diplomate » est connu pour avoir publiquement plaidé pour qu'on en finisse avec cette organisation qui freine l'action états-unienne. Cette nomination ayant été contestée jusque dans les rangs républicains, Move America Forward a pris sa défense jusqu'à sa confirmation par le Sénat.

De son côté, le Congrès, dominé par les républicains, n'est pas en reste. En décembre 2004, il a voté un crédit d'1,5 millions de dollars à l'Institut états-unien pour la paix (USIP) pour la création d'un groupe bipartisan de travail chargé de rédiger un rapport sur le fonctionnement de l'ONU. La loi précise que les parlementaires ont pris cette décision parce qu'ils « *sont profondément troublés par l'inaction des Nations unies sur de nombreux fronts, notamment en ce qui concerne le génocide au Darfour (Soudan) et les allégations de corruption du programme pétrole contre nourriture* » [6]. Le groupe de travail, qui devra rendre ses conclusions définitives dans les prochains jours, est co-présidé par le républicain **Newt Gingrich** et le démocrate **George Mitchell**. Il comprend une dizaine de membres dont l'inévitable **R. James Woolsey** et le **général Wesley K. Clark**, ainsi que de nombreux experts désignés par les six principaux think-tanks en la matière [7].

Indépendamment de cet audit, le représentant Henry J. Hyde, président de la Commission des relations internationales à la Chambre, a déposé une proposition de loi à la Chambre. Loin d'être une initiative personnelle, comme la présente la presse états-unienne, cette proposition de loi reflète -selon nos informations- le point de vue développé collectivement au sein du groupe bipartisan de travail de l'USIP par les républicains. Cette position commune étant elle-même en retrait face aux propositions plus radicales encore de certains membres, comme Edwin Feulner, président de la Heritage Foundation [8].

La proposition a donné lieu à des auditions à la Chambre des représentants, le 19 mai 2005. Introduisant les débats, Henry J. Hyde a souligné que tout le monde, y compris les défenseurs de l'ONU, s'accorde pour dire qu'une réforme est nécessaire. Affirmant son attachement à cette institution, il a expliqué que sa démarche visait uniquement à mettre un terme à une gabegie et à la corruption. Mais, malgré ces précautions oratoires, il n'a pu s'empêcher de mettre l'ONU qui serait, selon lui, en proie depuis des décades à un violent anti-américanisme.

La proposition Hyde est rédigée comme un ultimatum. Elle énumère 38 propositions et stipule que si 32 d'entre elles ne sont pas mises en œuvre, les États-Unis diminueront de moitié leur contribution financière, pourtant fixée par les traités, et refuseront de s'impliquer dans toute nouvelle mission de maintien de la paix. Bref, l'ONU est priée « *de se soumettre ou de se démettre* ».

Avec une contribution fixée à 439 millions de dollars pour 2006, les États-Unis sont le premier contributeur de l'organisation, dont ils financent 22 % du budget. Pour se faire obéir, les parlementaires veulent donc toucher l'ONU au portefeuille. Leur principale idée est que la contribution US ne doit servir qu'à financer des actions soutenues par Washington. Aussi exigent-ils le retrait de 18 programmes et agences de la compétence générale de l'organisation, tout en acceptant leur survie sur la base des contributions volontaires des autres États membres. En outre, l'ONU ne serait plus autorisée à modifier son budget en cours d'année, sauf accord unanime et dans des limites précises.

Considérant que l'ONU est mal gérée et corrompue, M. Hyde exige la création d'un bureau d'audit indépendant (Independent Oversight Board - IOB) et d'un Bureau d'éthique qui veille à l'absence de conflits d'intérêt pour les fonctionnaires internationaux.

De manière récurrente, les républicains soulignent que les 128 États les plus pauvres ne cotisent au total que pour 1 % du budget de l'organisation alors qu'ils disposent chacun d'une voix. Il leur paraît insupportable de payer pour financer des actions que d'autres décident. Un raisonnement qui revient à remettre en cause le principe d'égalité entre États membres pour instaurer, de facto, un suffrage censitaire.

C'est surtout sur la réforme de trois activités particulières que se concentre la proposition Hyde :

- ▶ Alors même que les États-Unis sont signataires de la déclaration universelle des Droits de l'homme, mais d'aucun des protocoles additionnels relatifs aux droits civils et politiques, culturels et sociaux, les parlementaires ne conçoivent pas que la Commission des Droits de l'homme de Genève et que le Haut-Commissaire puissent critiquer « *le pays de la liberté* » et relativiser les violations perpétrées par des « *États voyous* ». Ils exigent donc que les États ayant commis des manquements graves ne soient plus éligibles à cette commission. Mais qui osera dire que les États-Unis sont aujourd'hui l'un des États les plus critiquables en la matière avec leur record mondial d'incarcération, leur Goulag de Guantanamo et leur pratique de la torture ?
- ▶ Sachant que l'Agence internationale de l'énergie atomique leur a résisté lors de la préparation de l'invasion de l'Irak et qu'elle continue à leur résister à propos d'une nouvelle aventure militaire en Iran, les parlementaires US exigent de déshabiller le Comité des gouverneurs de ses prérogatives et de les transférer à un Comité d'experts sur lequel ils pourraient avoir une influence comparable à celle qu'ils exercèrent sur les inspecteurs en désarmement.
- ▶ D'autre part, s'appuyant sur des crimes attestés commis par des casques bleus en Afrique et dans les Caraïbes, les parlementaires souhaitent limiter le recours à des forces multinationales qui leur échappent. De cette manière, ils s'arrogeraient le monopole de la police du monde.

Enfin, cachées au milieu de nombreuses préconisations, M. Hyde a glissé quelques idées originales. Ainsi, assurant vouloir rééquilibrer les poids respectifs d'Israël et de la Représentation palestinienne, il exige de couper les financements de la Division pour les droits des Palestiniens (Division for Palestinian Rights), du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (Committee on the Exercise of the Inalienable Rights of the Palestinian People) [9], du Coordinateur spécial pour le Proche-Orient et des ONG concernées. Plus distrayant encore, M. Hyde demande qu'Israël ne soit plus considéré comme un État du Proche-Orient, mais d'Occident, de sorte qu'il

soit rattaché au même groupe que les Européens et les USA.



Ileana Ros-Lehtinen

Ce tour d'horizon ne serait pas complet sans évoquer le dépôt, au sein de la même Commission des relations internationales, d'une résolution, émanant cette fois de la représentante **Ileana Ros-Lehtinen**. Si ce texte était intégré au sein de la proposition Hyde, il ajouterait une exigence politique explicite à ce chantage financier : les parlementaires conditionneraient alors le versement de la cotisation annuelle des États-Unis à l'ONU à la suspension de tout État membre dont les ambassadeurs tiendraient des propos anti-Israéliens dans l'enceinte de l'organisation.

Le chantage des parlementaires états-uniens menace le fonctionnement de l'ONU et par voie de conséquence la carrière de ses fonctionnaires. Une partie d'entre eux pourrait avoir la tentation de trahir leur fonction pour préserver leur avenir. La défense du droit international ne viendra donc pas de l'intérieur des administrations internationales, mais uniquement des États membres. Or, nul ne peut neutraliser la pression US s'il n'est pas en mesure de garantir l'équilibre budgétaire des Nations unies.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] « **Washington et Londres placent l'ONU sur écoute** » par Thom Saint-Pierre, *Voltaire*, 4 mars 2003.

[2] « **Discours de Colin L. Powell devant le Conseil de sécurité** », 5 février 2003.

[3] « **Qui gouverne l'Irak ?** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 mai 2004.

[4] « **Qui veut bouter l'ONU hors des États-Unis ?** », *Voltaire*, 23 novembre 2004.

[5] « **John Bolton et le désarmement par la guerre** », *Voltaire*, 30 novembre 2004.

[6] « *The conferees are deeply troubled by the inaction of the United Nations on many fronts, especially in regard to the genocide in Darfur, Sudan and the allegations of corruption regarding the United Nations oil-for-Food program* ». Public Law 108-447.

[7] Il s'agit de l'**American Enterprise Institute**, la **Brookings Institution**, le **Center for Strategic and International Studies**, le **Council on Foreign Relations**, la **Heritage Foundation** et la **Hoover Institution**.

[8] Pour la position de la Fondation Heritage, on se reportera à *The United Nations Reform Act of 2005 : A Powerful Lever to Advance U.N. Reform* par Brett D. Schaeffer,

[9] Ce comité a été créé pour veiller à ce que jamais le « droit au retour » ne puisse être bafoué. Celui-ci ne signifie pas que les Palestiniens doivent physiquement revenir sur les terres dont ils ont été chassés, mais qu'ils doivent au minimum en être justement indemnisés.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

La presse, outil de l'impérialisme

Analyse

Suite à la révélation de l'identité de « Gorge profonde », la source du *Washington Post* lors du scandale du Watergate qui fit tomber Nixon, l'ancien conseiller de Bill Clinton, Sydney Blumenthal, s'agace des réactions de la presse. L'aveu de Mark Felt, ancien numéro deux du FBI, a en effet donné aux médias l'occasion de s'auto-célébrer en tant que quatrième pouvoir et de rappeler qu'ils ont fait tomber Nixon. Dans le *Guardian*, l'auteur livre une toute autre version. La chute de Nixon a été orchestrée par des responsables du FBI qui craignaient pour leur poste en raison de la concentration des pouvoirs qu'orchestrait la Maison-Blanche. La presse n'a jamais été un contre-pouvoir dans cette affaire, elle s'est associée à la bureaucratie contre Nixon. Aujourd'hui, George W. Bush est en train de construire la présidence impériale dont rêvait Nixon et la presse reste passive. Pire, elle s'associe aux mensonges d'État permettant de justifier cette politique. Blumenthal est rejoint dans son analyse par le spécialiste de déontologie journalistique Claude-Jean Bertrand dans les *Izvestia*. Les médias états-uniens sont aujourd'hui aux mains de grands groupes économiques qui attendent une forte rentabilité et souhaitent se concilier le pouvoir politique. Pris entre les logiques commerciales de l'*infotainment* et la docilité obligatoire, la presse n'est plus l'instrument démocratique qu'elle prétend être. Les médias jouent un rôle important dans la politique impérialiste des États-Unis. Télévisions et presse écrite ont convaincu l'opinion de l'existence d'armes de destruction massive en Irak contre toute vraisemblance. Aujourd'hui ils vendent la politique de « démocratisation » du « Grand Moyen-Orient ». Dans le *Washington Post*, l'ancienne secrétaire d'État et co-responsable de la NED/CIA, Madeleine Albright, et l'actuel président de la NED, Vin Weber, préconisent d'instrumentaliser également les médias arabes. Commentant le rapport sur la « démocratisation » du monde arabe qu'ils ont co-rédigé pour le

Council on Foreign Relations, ils constatent que les efforts de Washington sont sapés par la mauvaise image des États-Unis. Ils préconisent donc de développer des médias arabes « indépendants » qui devront redorer le blason US. Les auteurs estiment également qu'il faut mettre la pression sur les dirigeants arabes tout en axant sur la liberté la propagande en direction de la population. Toutefois, pour l'intellectuel Immanuel Wallerstein, interviewé par *Strana.ru*, les États-Unis se bercent d'illusion avec leur politique impérialiste. L'économie états-unienne et sur-endettée et au bord de l'effondrement. Washington n'a plus les moyens de sa politique et est au bord du gouffre économique. Il est probable, malheureusement, que des régions du monde seront entraînées dans sa chute. On assistera alors à une redéfinition des alliances internationales, à laquelle la Russie se prépare déjà. Quoi qu'il en soit, pour l'auteur, les États-Unis ne sont pas capables de mener une nouvelle guerre même si certains de leurs dirigeants en rêvent.

De leur côté, les adversaires de la guerre en Irak et de la politique impériale de Washington tentent de se faire entendre.

L'ancien candidat démocrate à la présidentielle de 1972 (qui avait provoqué le scandale du Watergate), George McGovern, et le représentant démocrate du Massachusetts, Jim McGovern (pas de relation de parenté), appellent à un retrait rapide des troupes de la Coalition. Cette guerre ne peut pas être gagnée et la présence des forces d'occupation ne fait que développer la violence dans le pays. En quittant l'Irak, Washington provoquera peut-être le chaos, mais en y restant le désastre est assuré. Dans le même quotidien, l'ancien candidat indépendant à la présidentielle états-unienne, Ralph Nader, et le directeur du site *DemocracyRising.US*, Kevin Zeese, n'oublient pas que cette guerre a été déclenchée sur la foi d'un mensonge. Se souvenant que Bill Clinton avait failli être renversé par le Congrès pour parjure sur une question de mœurs qui n'engageait que lui, ils demandent au Congrès d'être cohérent et de lancer la procédure d'*impeachment* contre le duo Bush-Cheney.

Ces appels ne trouvent cependant pas d'échos en dehors des colonnes du *Boston Globe*. Ce n'est pas le cas de la propagande de Washington contre la résistance irakienne. Ainsi, *Project Syndicate* diffuse dans le *Korea Herald*, le *Taipei Times*, le *Daily Star* et demain peut-être ailleurs, une tribune du professeur de l'US Army War College, Steven Metz. Prétendant combler le manque de connaissance de Washington à propos de l'insurrection irakienne, il recycle dans son texte la propagande la plus éculée : les « jihadistes » auraient une place centrale dans la résistance, elle serait liée à Al Qaïda, elle ne serait pas animée par une volonté de libération nationale mais par le nihilisme et elle serait financée par la Syrie et l'Arabie saoudite.

Réseau Voltaire

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon. Com.

« L'empire de Nixon contre-attaque »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)

Référence : « Nixon's empire strikes back », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 9 juin 2005.

La révélation de l'identité de « Gorge profonde », Mark Felt, ancien numéro deux du FBI, semble corroborer la version selon laquelle l'histoire du Watergate est la victoire du journaliste solitaire et de sa source mystérieuse. En réalité, la question de savoir qui était « Gorge profonde » a masqué la vraie question : qu'était « Gorge profonde ». Il s'agissait en réalité d'une opération secrète du FBI contre Nixon qui menaçait les positions bureaucratiques de ses dirigeants. Le grand plan de Nixon était de concentrer les pouvoirs exécutifs en une présidence impériale, politiser la bureaucratie et invoquer la sécurité nationale pour mener une guerre partisane, organiser des purges et construire sa grande majorité. Cette intention politique est confirmée par **William Safire** dans ses mémoires et par Nixon lui-même dans les siennes. Aujourd'hui, la politique de **George W. Bush** va au delà des rêves de Nixon. Le président se place au dessus du droit, a organisé la purge de la CIA, fait abattre la séparation de l'Église et de l'État par le **Département de la justice**, fait enterrer les analyses scientifiques par l'Agence de protection de l'environnement et soumet notre diplomatie au Pentagone.

Sans surprise, les trois architectes de cette politique ont commencé leur carrière sous Nixon (**Donald Rumsfeld** et **Dick Cheney**) ou fut l'un de ses collaborateurs (**Karl Rove**). Ensemble, ils ont muselé le Sénat et la presse ; pire encore, ils ont fait de la presse leur complice, comme ce fut le cas avec le *New York Times* et les armes de destruction massive irakiennes.

Face à cela, la révélation de l'identité de « Gorge profonde » n'est que nostalgie.

Claude-Jean Bertrand



Claude-Jean Bertrand est professeur émérite à l'Université Paris II, à l'Institut français de la presse. Il est spécialiste des médias et de leur déontologie, sur lesquels il a publié une vingtaine d'ouvrages.

« Les médias américains sont malades »

Source : Izvestia (Fédération de Russie)

Référence : « », par Claude-Jean Bertrand, *Izvestia*, 1er juin 2005.

Si les médias d'un pays démocratique sont malades, c'est que l'on ne peut pas dire que ce pays est en bonne santé. Cette crise des médias du pays le plus puissant du monde est notable depuis 1995, quand pendant 18 mois, l'attention de tous les médias américains était dirigée vers le meurtre de la femme d'un célèbre footballeur. Ensuite ils sont passés à l'intrigue entre Monica Lewinsky et le président **Bill Clinton**. Comme ces médias pensent qu'ils doivent assurer un niveau de rentabilité d'au moins 25 %, toute leur énergie est concentrée sur le divertissement de l'auditoire. Après les événements du 11 septembre, leur tâche a quelque peu changé : ne pas faire chavirer la barque. La vieille tradition qui consiste à informer les gens et poser des questions gênantes au pouvoir passe désormais pour archaïque.

Prenons le cas de cette histoire de maltraitance du Coran à **Guantanamo** qui a provoqué la mort de 15 personnes en Afghanistan. Cette histoire m'a rappelé le scandale qu'avait provoqué Janet Cooke, cette journaliste qui avait reçu le prix Pulitzer pour un reportage sur un toxicomane de 8 ans d'un quartier noir.

L'histoire était inventée de toutes pièces, la journaliste fut déchue de son prix et renvoyée du *Washington Post*. Son invention était très proche de la réalité du ghetto et elle ne nuisait à personne, elle est quand même devenue un symbole de « mauvaises » pratiques journalistiques.

Pourquoi me suis-je souvenu de cette histoire ? Seulement parce que récemment, la faute des journalistes a été commentée universellement alors que les coupables des vrais crimes restent impunis. *Newsweek* a été condamné pour avoir déclenché une humeur anti-américaine. Qui est juge ? Certains politiciens qui ont menti sans aucun scrupule pour commencer cette guerre bienfaitrice en Irak, qui a déjà coûté des milliers de vies ?

Le dernier scandale en date dans le monde des mass-médias américain concerne deux tabloïds, appartenant à Rupert Murdoch, qui ont publié des photos de Saddam Hussein en sous-vêtements. Pourquoi se soucierait-on des sentiments du tyran renversé ? Ce n'est pas cela le plus important. Le *Sun* londonien et le *New York Post* ne sont pas des journaux mais de la lecture récréative servant parfois de machine à propagande. L'éthique pour eux n'a pas de sens.

La fonction fondamentale de la presse dans une démocratie est de signaler les abus de pouvoir de la part du gouvernement. A cause du choc causé par le 11 septembre 2001, du patriotisme aveugle, de l'influence des conservateurs, et plus important, à cause de la volonté de satisfaire aux attentes des actionnaires, les médias américains ont cessé d'incarner le quatrième pouvoir.

Madeleine K. Albright, Vin Weber



Madeleine K. Albright est ancienne secrétaire d'État états-unienne sous l'administration Clinton (1997-2001) et ancienne ambassadrice à l'ONU (1993-1997). Elle préside le National Democratic Institute, un organisme satellite de la National Endowment for Democracy.



Ancien député républicain du Minnesota, Vin Weber est président de la National Endowment for Democracy et vice-président de Empower America. Il est membre du conseil d'administration du German Marshall Fund et co-président de l'Aspen Institute.

« La voie juste vers la démocratie arabe »

Source : Washington Post (États-Unis)

Référence : « The Right Path to Arab Democracy », par Madeleine K. Albright et Vin Weber, *Washington Post*, 8 juin 2005.

L'administration Bush a raison de soutenir la démocratisation du monde arabe. La vraie question est : comment faire ? Si on exerce trop de pressions, on donne l'impression d'imposer notre volonté, si on n'en fait pas assez, on donne l'impression de soutenir la liberté partout sauf dans le monde arabe. Il faut trouver le bon équilibre.

Ces derniers mois, nous avons co-présidé une commission du **Council on Foreign Relations** appelée « In support of Arab Democracy : Why and How ». Nous avons conclu qu'il fallait favoriser l'évolution plutôt que la révolution. Il faut avoir une approche pays par pays, pas une approche globale. Il y a trop de diversité dans le monde arabe pour permettre une solution unique. Il faut encourager les dirigeants arabes à faire des réformes et les dénoncer quand ces réformes ne sont que poudre aux yeux.

Il faut soutenir les groupes démocratiques non-violents, ne pas exclure les islamistes du processus et rassurer les minorités. Il faut aider au développement de médias indépendants dans le monde arabe, qui pourraient nuancer la mauvaise image des États-Unis. Notre diplomatie publique doit davantage insister sur la réforme démocratique. Il faut récompenser les pays qui se réforment via des aides économiques.

Immanuel Wallerstein



Professeur d'Histoire et politologue, Immanuel Wallerstein dirige le centre Fernand Braudel à l'université de Binghamton (État de New York). Il enseigne également à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) à Paris. Il a été président de l'Association internationale de sociologie (AIS) (1994-1998) et est chercheur associé à l'université Yale. Il a commencé en tant qu'expert en affaires post-coloniales africaines, pour se distinguer ensuite comme historien et théoriste de la macroéconomie capitaliste globale. Son compagnonnage avec les mouvements « anti-systémiques » lui a valu de devenir une éminence grise des mouvements anti-globalisation avec Pierre Bourdieu et Noam Chomsky.

« L'effondrement de l'économie américaine est inévitable »

Source : Strana.ru (Fédération de Russie)

Référence : « », par Immanuel Wallerstein, *Strana.ru*, 1er juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Pendant tout le temps où l'Union Soviétique a existé, la menace qu'elle aurait constituée était l'argument principal de Washington pour que les pays occidentaux et du tiers-monde se rangent à ses côtés. Cet argument a été largement utilisé, avec succès, jusqu'à ce que l'URSS disparaisse. Les pays vassaux des États-Unis ont ensuite pu se sentir libres d'agir indépendamment des États-Unis, particulièrement les alliés en Europe et en Asie orientale. La soit-disant guerre contre le terrorisme est incontestablement le nouvel argument américain pour convaincre tous les pays de suivre ses volontés. Les hausses et baisses des indicateurs économiques de mois en mois ne sont pas importants. Si on regarde les fondamentaux, on constate une énorme dette gouvernementale et un gigantesque déficit de la balance des paiements. On ne voit pas où prendre l'argent pour payer ces dettes. Le déficit de la balance des paiements est comblé momentanément par les investissements venants du Japon, de Chine et de Corée du Sud, mais cela ne durera pas. L'administration Bush se refuse à augmenter les impôts et une dévaluation du dollar signifierait la cessation de paiement.

Le problème actuellement, c'est que les États-Unis ont une dette tellement énorme envers la consommation mondiale que lorsque la chute adviendra, elle aura des répercussions sur le monde entier. Non pas que qui que ce soit se réjouisse de l'effondrement de l'économie États-unienne, mais cet effondrement est néanmoins inévitable. La question est de savoir quels pays ou régions vont en souffrir le plus.

Je pense qu'après l'Irak et l'Afghanistan, les États-Unis n'ont plus assez de ressources humaines et financières, ni d'énergie, pour attaquer d'autres objectifs. Certaines personnes dans l'administration y sont favorables, mais les militaires et le peu d'alliés qui leur restent ne sont guère prêts à les soutenir. Je pense qu'en soutenant les « révolutions de velours » dans les pays d'ex-URSS, l'un des buts des États-Unis est d'affaiblir la communauté européenne par l'incorporation rapide de nouveaux pays qui créeront des difficultés économiques.

D'après moi, l'ordre mondial et les alliances géopolitiques les plus probables dans les 20 années à venir sont d'abord celles du pôle asiatique avec pour centre la Chine, le Japon, la Corée et les autres pays de la région. Ensuite les conglomérats non-civilisés : États-Unis, Chine et Japon contre l'Europe, la Russie et probablement l'Inde. Le Royaume-Uni devra faire un choix difficile. Les modèles d'opposition Nord-Nord, Est-Ouest et Nord-Sud agissent en simultané.

Ce n'est pas mon affaire de donner des conseils en géopolitique au gouvernement russe. Le but principal pour le pays est de renforcer sa position

dans le système mondial et sur le plan intérieur. Elle doit se choisir des alliés dans différentes directions. A mon avis la politique étrangère de la Russie actuellement connaît déjà un certain succès.

George S. McGovern, Jim McGovern



George S. McGovern est ancien sénateur démocrate du Dakota du Nord. Il a été le candidat à l'élection présidentielle de 1972 contre Richard Nixon.



Ancien assistant de George McGovern (pas de liens de parenté), Jim McGovern est député démocrate du Massachusetts depuis 1996. Il s'est illustré dans la lutte contre l'embargo en direction de Cuba et s'est rendu à plusieurs reprises dans ce pays.

« Se retirer d'Irak »

Source : The Boston Globe (États-Unis)

Référence : « Withdraw from Iraq », par George McGovern et Jim McGovern, *Boston Globe*, 6 juin 2005.

Nous nous sommes opposés à la Guerre d'Irak et quand la guerre a commencé, nous avons espéré que notre analyse était mauvaise. Ce n'était malheureusement pas le cas. Il faut à présent que les États-Unis retirent leurs troupes de ce borbier où nous sommes entrés sur la foi de mensonges. Malheureusement ni la Maison-Blanche, ni le Congrès ne se prononce sur la durée du maintien de nos troupes en Irak. Paul Wolfowitz a parlé d'au moins dix ans de présence et même des parlementaires opposés à la guerre estiment aujourd'hui que nous devons rester dans le pays. Nous ne sommes pas d'accord. C'est notre présence qui alimente la violence, comme c'était le cas au Vietnam. On ignore encore après les élections quels groupes sont déterminés réellement à travailler ensemble mais une chose est sûre : aujourd'hui Washington ne contrôle rien dans le pays. Il faut que nous retirions immédiatement 30 000 hommes et nous devons continuer ce processus au fur et à mesure de la formation de nouvelles troupes irakiennes. Nous devons travailler avec l'ONU pour nous désengager au mieux. Il n'y a pas de garanties que notre retrait entraînera une amélioration de la situation, mais ce qui est sûr c'est que notre présence ne permettra pas l'arrêt de la violence. Après deux ans en Irak, nous avons perdu 1600 hommes et creusé un déficit énorme. Le statu quo n'est pas acceptable.

Ralph Nader, Kevin Zeese

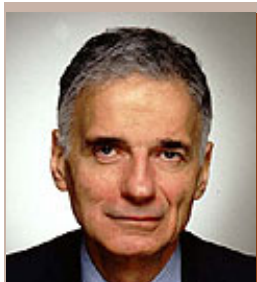


Figure de la défense des consommateurs aux États-Unis, Ralph Nader a été candidat indépendant à l'élection présidentielle états-unienne en 2000 et 2004. Il fut le seul candidat qui remet en cause la version officielle des attentats du 11 septembre et les liens entre Israël et les États-Unis. Il est l'auteur de *The Good Fight : Declare Your Independence and Close the Democracy Gap*.



Kevin Zeese est directeur de *DemocracyRising.US*.

« Le mot en "i" »

Source : The Boston Globe (États-Unis)

Référence : « The 'I' word », par Ralph Nader et Kevin Zeese, *Boston Globe*, 31 mai 2005.

L'impeachment de **George W. Bush** et **Dick Cheney** devrait être au centre du discours politique dominant. Le compte rendu d'un rendez vous entre **George W. Bush** et **Tony Blair** à l'été 2002 démontre que l'administration Bush a trafiqué les rapports des services de renseignement pour justifier l'invasion de l'Irak. **Bill Clinton** a dû subir une procédure d'impeachment pour parjure concernant ses relations sexuelles. Une guerre d'occupation est un fait autrement plus grave.

Au moment du déclenchement de la guerre, les rapports de l'**Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)** ou les anciens rapports des services de renseignement démontraient déjà que l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive. Même **Colin Powell** le disait en février 2001. **George Tenet** a supplié l'administration Bush de ne pas utiliser les rapports de la **CIA** pour justifier une guerre. La **Defense Intelligence Agency (DIA)** a également dit à Bush qu'il n'existait pas de preuves de la présence d'armes de destruction massive en Irak. Tous les services de renseignement étaient au diapason. Cela n'a pas empêché le président d'affirmer en septembre 2002 que l'Irak pouvait lancer des armes chimiques ou biologiques en 45 minutes. Pour cela, une procédure d'impeachment doit être lancée.

Steven Metz

Steven Metz est président du département du planning et de la stratégie régionale du Strategic Studies Institute de l'U.S. Army War College.

« La révolte irakienne diffère des précédentes »

Référence : « Iraq revolt differs from past ones », par Steven Metz, *Korea Herald*, 6 juin 2005.

« Insurgency can't win, but it can stymie democratic development », *Taipei Times*, 6 juin 2005.

« Understanding Iraq's armed theater », *Daily Star*, 8 juin 2005.

Comme nous l'a appris Sun Tzu, la victoire dans une bataille passe par la connaissance de l'adversaire. C'est cette connaissance qui nous fait défaut en

Irak, face à l'insurrection.

Par certains aspects, l'insurrection irakienne est identique à celles qui l'ont précédé au XXIème siècle. Comme toutes les insurrections, son échec ou son succès dépendra de sa capacité à mobiliser du soutien dans la population. Plus important, l'histoire nous rappelle qu'une fois qu'une insurrection a atteint une taille critique, il faut des décennies pour s'en débarrasser. En outre, comme dans d'autres insurrections, les insurgés utilisent des moyens horribles pour intimider la population et pousser le gouvernement à la faute.

Toutefois, l'insurrection diffère des autres car elle mêle la passion religieuse au radicalisme politique. Contrairement à ce qui s'est passé au XXIème siècle, les insurgés ne sont pas soutenus par une puissance mais ils s'inscrivent dans une insurrection mondiale, dont les membres sont liés par l'islamisme et dont fait partie Al Qaïda. Elle est capable de frapper en dehors de son territoire. Cette insurrection regroupe en réalité trois groupes distincts : les jihadistes, les anciens ba'asistes et les partisans de la domination sunnite. Ces trois groupes ne sont pas commandés par un commandement central. Ces trois composantes ont un objectif nihiliste : détruire le nouveau gouvernement irakien.

La bonne nouvelle est qu'une telle insurrection ne peut pas « gagner », la mauvaise nouvelle est qu'il est difficile de vaincre un réseau désorganisé. Leur défaite ou leur victoire dépendra de trois facteurs : la volonté du gouvernement irakien, la réaction de la population chiite et la poursuite ou non du financement de l'insurrection par la Syrie et l'Arabie saoudite.